

m'adresser qu'à lui. Que ses croupiers, qu'il appelle ses amis, le tirent maintenant du précipice où ils l'ont jeté. Stupide instrument de leur haine & de leur méchanceté, il attribue à l'amitié les secours qu'il en a reçus : & il ne voit pas que ces lâches se servent de son nom comme d'un manteau qui doit les dérober à la vengeance des Loix. Quelle bassesse de l'une & de l'autre part !

Comme j'écris moi-même mon Mémoire, je ne puis y joindre les conclusions que je dois prendre sur ma demande incidente en réparation. Mais je peux dire du moins en quoi elles consisteront.

Mon but est de requérir la suppression du Mémoire publié sous le nom du Sieur de la Poupardière ; une réparation publique, en présence de six personnes choisies par moi. Vingt mille livres de dommages-intérêts applicables à la maison de la Providence, & l'affiche de l'Arrêt à intervenir.

L'atrocité des imputations que me fait le Sieur de la Poupardière m'autoriserait sans doute à conclure à de plus fortes réparations. Cet impudent personnage ose m'accuser d'USURE. Où sont tes preuves, audacieux calomniateur ? En as-tu une seule à produire à l'appui d'une accusation aussi flétrissante ? non seulement ton récit n'est soutenu d'aucune espèce de preuves (ce qui suffiroit pour te faire déclarer coupable de calomnie) mais tu t'es convaincu toi-même de mensonge & d'imposture en plaçant dans ta maison la scène où tu prétends me faire jouer un rôle infâme. La mal-adresse de tes croupiers surpasse encore leur impudence ; ils ont oublié de s'informer si jamais on m'avoit vu venir chez toi.

Non, je le répète, jamais je n'ai mis les pieds dans la maison du Sieur de la Poupardière. La scène qu'il a la mal-adresse de m'y faire jouer est donc une imposture évidente. Que ses pareils apprennent, par sa punition, qu'on ne se joue pas impunément de l'honneur & de la réputation d'un citoyen.

Signé, DUPRÉ.

Au Port-au-Prince, de l'Imprimerie de Mozard. 1790.

29
Nou 022 1740

M É M O I R E

OUR le Sieur GUESDON DE LA POUPARDIÈRE ,
Négociant ;

ONTRE les Sieurs DAUBAGNA , TRIGANT
& Compagnie , aussi Négocians ;

ET contre le Sieur DUPRÉ , tous demeurans au Port-
au-Prince.

3314



M É M O I R E

POUR le Sieur GUESDON DE LA POUPARDIÈRE, Négociant ;

CONTRE les Sicurs *DAUBAGNA*, *TRICANT & Compagnie*,
aussi Négocians ;

ET contre le Sieur *DUPRÉ*, tous demeurans au Port-au-Prince.

*Auri sacra fames, quid non mortalia cogis
Pellora !*

VIRG. *Æneïd.*

QU'UN créancier vexé un débiteur, c'est une injustice, dont on ne voit malheureusement que trop d'exemples, & qui, pour cela même, n'étonne point ; mais que l'appas d'un intérêt fordidé dégrade le commerce par l'usure ; que des débiteurs usurent le nom de créanciers pour élever l'édifice de leur fortune sur la ruine des autres ; qu'à l'aide de titres supposés, ils attent à notre honneur, à notre crédit & à nos libertés ; qu'ils osent se permettre de surprendre & d'armer contre nous toutes les autorités destinées à nous garantir de l'oppression ; enfin, qu'ils portent la perfidie jusqu'à nous tourmenter de toutes les

manières pour pressurer notre substance & s'abreuver de notre sang , c'est le sceau du mépris pour les lois ; c'est le levain le plus actif dont la fermentation puisse menacer les sociétés.

FAITS ET PROCÉDURES.

La maison Daubagna , Trigant & Compagnie , m'a vendu , au mois de novembre 1786 , un parti de bois anglo-américains , pour la construction d'une bâtisse sur un emplacement que je possède au Port-au-Prince. Je n'avois pas d'argent comptant à donner pour cet achat ; mais j'étois porteur d'une créance de 16,165 l. 12 s. 9 d. de principal sur le Sieur Duverger , riche Habitant , & sur la succession du feu Sieur Martin , vivant Négociant. Cette créance , revêtue de sentence du Siège , formoit alors un actif de 22,000 liv. ; je l'offris en paiement , & elle fut acceptée aux termes & conditions qu'on verra ci-après. (1)

Antérieurement à cet arrangement , j'avois confié au Sieur Dupré , chargé alors des affaires de la succession Martin , mes titres de créance pour m'en procurer la rentrée ; il m'en avoit fourni un reçu. (2)

Ce fut ce reçu , représentatif de mes titres , ou , pour mieux dire , ma garantie envers Dupré , que je transportai aux Sieurs

(1) Cette créance étoit d'autant plus solide , & le recouvrement en étoit d'autant plus aisé pour les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , que M^e Trigant , Procureur du Roi de cette Sénéchaussée , fût d'un des associés de leur maison , étoit devenu personnellement débiteur de cet objet par son mariage avec l'héritière Martin ; & d'ailleurs ils étoient eux-mêmes chargés du syndicat des dettes de la succession du feu Sieur Martin , & des répartitions à faire à ses différens créanciers , ainsi que la gazette du 5 juin 1788 , n^o 45 , en fait foi.

(2) Le Sieur Dupré s'étoit chargé de mon recouvrement , moyennant une commission de six pour cent & une gratification de dix portugaises , dont il avoit exigé d'avance mes billets : c'est une circonstance nécessaire à remarquer pour l'intelligence de plusieurs points importants de la cause.

Daubagna, Trigant & Compagnie, avec autorisation de recevoir de cet agent le net produit de ma créance pour se payer de leur dû, & m'en compter la solde ; ils m'en donnèrent la reconnaissance suivante :

« Nous reconnaissons que le Sieur Poupardière nous a remis
 » une reconnaissance du Sieur Dupré, portant condamnation,
 » tant contre le Sieur Duverger que contre la succession du feu
 » Sieur Martin, d'une somme de 16,165 l. 12 s. 9 d., pour en
 » réclamer de mondit Sieur Dupré le net produit d'après rentrée,
 » & pour nous payer de la somme de 12,783 l. 4 s. 6 d., qui nous
 » est due par ledit Poupardière, pour un parti de bois que nous
 » lui avons vendu, auquel nous promettons de lui en rendre
 » compte après la rentrée & lui en compter la solde ; ou à défaut
 » de rentrée, (dans six mois de ce jour) *lui remettre ladite*
 » *reconnaissance, pour exiger le paiement de ce qui nous est*
 » *dû.* Au Port-au-Prince, le 29 novembre 1786. Signé, *Daubagna, Trigant & Compagnie.*

Après cet arrangement, je me croyois & devois me croire parfaitement libéré envers cette maison de commerce. L'actif que je lui avois remis étoit du comptant pour elle, à cause de la facilité qu'elle avoit de se payer par ses mains ; mais ses vues s'étendoient plus loin que le paiement des 12,783 liv. 4 s. 6 d. que je lui devois, comme on le verra dans le cours de ce mémoire ; aussi les Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie, restèrent-ils, du moins en apparence, dans une inaction absolue pendant les six mois du délai convenu entre nous, préparant de loin les tourmens qu'ils m'ont fait souffrir dans l'horreur d'une prison.

En effet, ils me firent, à l'échéance du terme fixé, assigner à reprendre le mandat tiré à leur profit, le 29 novembre 1786, sur le Sieur Dupré ; en conséquence, à me voir condamner par corps à leur payer la somme de 12,783 l. 4 s. 6 d., montant des bois qu'ils m'avoient vendus.

Ces conclusions , à quelque différence près dans les mots , étoient conformes à l'esprit & à la lettre du contrat fait entre les parties ; aussi n'estimai-je pas à propos de paroître sur l'assignation : je laissai donc prendre sentence par défaut contre moi le 23 juin 1787 , & je fus , selon les conclusions de mes adversaires , condamné à reprendre le mandat , &c. ; en conséquence , astreint par corps à leur payer la somme de 12,783 l. 4 s. 6 d.

Ce jugement me fut signifié quelques mois après , à ce qu'il paroît , (car je n'en ai jamais vu la copie) ; mais comme il renfermoit deux chefs de condamnation bien distincts , dont l'exécution de l'un étoit subordonnée à l'exécution de l'autre , c'est-à-dire , comme il n'étoit que l'expression exécutoire de notre contrat , je crus pouvoir être sans alarme. En effet , si , par une disposition de la sentence , j'étois tenu de reprendre le transport que j'avois fait en paiement aux Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , ils étoient eux-mêmes tenus de me le remettre ; c'étoit-là l'esprit de notre convention : cette remise étoit un préalable indispensable , qu'il falloit remplir avant de pouvoir exécuter le second chef de la condamnation obtenue contre moi. Il faut être aveugle , ou vouloir résister à l'évidence , pour ne pas convenir de cette vérité.

Sur la foi de notre accord , & du jugement qui en ordonnoit l'exécution , j'attendois que les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , me missent , par leurs offres , en demeure de reprendre le titre que je leur avois transporté en paiement de leurs bois. Quel fut mon étonnement , lorsque j'appris qu'ils se dispoient , au mépris de notre contrat & de la sentence du Siège , à attenter à ma liberté ! Je fus prévenu de leurs desseins , & je me vis contraint de les faire avorter , en appelant de la sentence du 23 juin 1787 , par acte extrajudiciaire du 20 décembre de la même année.

Mes impitoyables persécuteurs , irrités de l'obstacle que

j'opposois à leurs projets , & sans respect pour mon appel , s'acharnèrent à vouloir passer outre à l'exécution de la sentence , quant à la contrainte prononcée contre moi , & ils m'offrirent à cet effet le cautionnement du Sieur Ragueneau.

Quoique je fusse convaincu que l'exécution provisoire d'une sentence ne peut avoir lieu , lorsqu'il y a appel , que pour les effets réparables en définitif , & que rien ne peut réparer les suites d'une contrainte par corps , je ne comptois pas assez sur le respect que les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , portent aux principes , pour m'endormir dans une profonde sécurité (1). Je me décidai donc à les mettre en demeure d'exécuter le premier chef de la sentence du 23 juin 1787 , en les sommant de me remettre le titre de créance que je leur avois conditionnellement transporté , & en leur déclarant , en cas de refus , le leur abandonner à leurs péril , risques & fortunes , protestant même de me pourvoir pour les faire condamner personnellement à me payer l'excédent de leur dû , aux termes de notre convention.

Cette sommation ne produisit aucun effet : mes adversaires n'en suivirent pas moins leurs projets de vexation contre moi. Je fus même prévenu de me tenir sur mes gardes ; que la maison Daubagna , Trigant & Compagnie , travailloit à me jeter dans les fers ; qu'elle avoit obtenu des ordres du Gouvernement pour me faire arrêter , & que ces ordres étoient déjà entre les mains de la maréchauffée.

(1) C'est une erreur bien grande de beaucoup de praticiens , que de croire qu'on puisse emprisonner un homme en vertu d'une sentence exécutoire par provision , lorsqu'il y a appel. Cette opinion outrage l'humanité. En effet , il est possible que cette sentence soit infirmée : quel est alors le prix qui peut le dédommager d'un instant de privation de sa liberté ? quel est le prix qui peut réparer l'humiliation d'un tel attentat , qui attaque à la fois , dans le commerce , l'honneur & le crédit ? Au reste , l'article XII du titre 34 de l'ordonnance de 1667 est précis à cet égard.

Cet avis m'inspira moins de frayeur que d'étonnement. Je connoissois bien les Sieurs Daubagna , Trigrant & Compagnie , capables de toutes les injustices envers ceux qui font des affaires avec leur maison ; mais je ne me serois jamais imaginé qu'ils eussent osé armer l'autorité du Gouvernement contre moi , avant d'avoir satisfait à la clause qui les oblige dans notre contrat , & à la sentence qui ordonne l'exécution de cette clause. S'ils n'avoient pas déguilé la vérité à M. le Gouverneur général , les ordres qui lui sont échappés (j'ose le dire) n'auroient jamais vu le jour.

Quoi qu'il en soit , je me vis obligé , par les menaces de mes adversaires , de me pourvoir au Conseil , & de solliciter des défenses contre l'exécution provisoire ordonnée par la sentence du 23. juin 1787 ; ce que j'obtins de la justice des Magistrats supérieurs , le 15. février 1788.

Je fis signer ces défenses aux Sieurs Daubagna ; Trigrant & Compagnie , dès le lendemain 16. du même mois , avec assignation de procéder en la Cour. Ils constituèrent Avocat en cause ; & par arrêt contradictoire du 2 mai 1788 , la Cour mit l'appellation au néant , & confirma purement & simplement la sentence appelée.

Nous voilà donc renvoyés à l'exécution de la loi que nous étions respectivement imposée par notre contrat. Il faut d'abord que les Sieurs Daubagna , Trigrant & Compagnie , commencent par me rendre le transport sur lequel j'avois fondé ma libération envers eux ; & alors je serai définitivement sous le coup de la contrainte par corps , qu'ils ont obtenue contre moi. Jusque-là l'effet de cette contrainte est en suspens , comme je le démontrerai dans la discussion de mes moyens au fond.

Dans la persuasion où j'étois de cette double vérité , j'attendois patiemment la signification de l'arrêt intervenu sur mon appel , pour me déterminer à prendre un parti convenable aux

circonstances. Cette formalité étant indispensable pour l'exécution du jugement, j'étois sans inquiétude sous la foi des lois protectrices.

Pendant que je me livrois & devois naturellement me livrer à une entière confiance dans les formes tutélaires de la justice contre les attentats de mes adversaires, que, d'un côté, je les sollicitois & les pressois vainement de me remettre mon titre de créance, dont ils paroissoient avoir négligé le recouvrement, & avec lequel j'aurois pu trouver le moyen de satisfaire tous mes créanciers; de l'autre, le Sieur Touron, fondé des pouvoirs du Sieur Paon, envers lequel je ne pouvois pas me libérer par le fait des Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie, me fit emprisonner, en vertu d'une ordonnance du Gouvernement, délivrée contre moi sur une sentence portant contrainte par corps. Cet emprisonnement eut lieu le 24 mai 1788, & un arrangement convenable à ce créancier me fit peu de jours après donner main-levée de mon écrou.

Dès le jour même de mon emprisonnement, les Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie, sans m'avoir fait signifier leur arrêt, sans m'avoir notifié aucuns ordres de l'autorité, sans commandement préalable, sans ministère d'huissier, en un mot, sans aucun titre, me firent recommander à la geole à leur requête. L'espèce d'écrou, consigné sur les registres de la prison, est trop remarquable, pour en dérober la connoissance au Public : & il est essentiel pour moi de le placer ici sous les yeux de mes Juges.

Extrait des registres des prisons royales du Port-au-Prince.

» Le 24 mai 1788, le Sieur Poupardière a été ce jour recommandé, en vertu d'ordonnance de M. le Général, en faveur des
 » Sieurs Daubagna & Trigant, pour une somme de douze
 » mille sept cents quatre-vingt-trois livres. »

A la suite de l'expédition est écrit : *Collationné pour M. Balance, Jamet.*

C'est pourtant en vertu de cet acte, qui n'est revêtu d'aucune signature d'officier public, aussi monstrueux & aussi contraire aux lois, dont l'observance est sur-tout impérieuse, lorsqu'il s'agit de priver l'homme de sa liberté, que j'ai été détenu dans un cachot pendant près de sept mois; c'est en vertu de cet acte injurieux à l'autorité même, au nom de laquelle on a osé le faire, que je me suis vu exposé à périr dans la plus affreuse misère; que ma ruine absolue a été consommée, & que les Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie, ont cherché à combler mon infortune.

Inutilement criai-je à l'injustice, inutilement fis-je agir mes amis; inutilement enfin proposai-je des sacrifices énormes pour recouvrer ma liberté, toutes les oreilles étoient bouchées, tous les cœurs étoient de glace: le crédit de mes persécuteurs étoit parvenu à me fermer même l'accès auprès de l'autorité protectrice. Pas un officier public n'osoit me prêter son ministère; mes cris étoient interceptés à la porte de ma prison; j'aurois infailliblement succombé sous le poids de mon désespoir, sans le secours inattendu d'une ame honnête & charitable, qui fit connoître mes malheurs à M. le Marquis du Chilleau. Ce vertueux Chef en fut révolté; & il crut sa justice intéressée à y mettre un terme. Croira-t-on que trois lettres de ce Gouverneur général, dont la mémoire fera à jamais honorée & chérie à Saint-Domingue, ont obtenu avec peine ma liberté des Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie? croira-t-on que ma captivité dureroit encore, si l'autorité ne s'étoit enfin mêlée aux prières? C'est pourtant une vérité prouvée par l'événement même (1). La

(1) Que mes impitoyables guichetiers cessent d'afficher aux yeux du Public des sentimens qu'ils n'ont pas! Ils disent, ils écrivent devant les tribunaux, que ce n'étoit que par humanité, & pour obliger M. le Marquis du Chilleau, qu'ils ont consenti à mon élargissement..... L'humanité des Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie!.... Ah! qu'on interroge la porte de mon cachot, le bruit des gonds est l'écho de la sensibilité d'ame
nécessité

nécessité d'obéir aux circonstances, toute humiliante qu'elle étoit pour mes adversaires , étoit encore le sacrifice qui leur coûtoit le moins. En effet , c'étoit peu pour eux que de rendre à un homme la liberté qu'ils lui avoient ravie injustement ; mais la honte de paroître à découvert devant la vertu , & d'avoir à soutenir ses regards c'étoit-là vraiment ce qui les affectoit le plus. Il falloit en outre se reconnoître mes débiteurs , (avouer en conséquence leurs torts envers moi) ou me restituer un titre qui porte avec lui , dans le transport que je leur en ai fait , la preuve d'une usure , que l'opinion punit par le mépris , & les lois par l'infamie. L'alternative étoit dans tous les cas fort désagréable pour eux.

Forcés de prendre un parti , les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , cherchèrent à se tirer de cet embarras par une tournure normande , qui réserve toujours quelque échappatoire à la faveur de l'ambiguïté dans les mots & dans les phrases. Voici donc la déclaration qu'ils remirent entre les mains de M. le Marquis du Chilleau , & que ce vertueux chef eut la bonté de me transmettre.

qui les caractérise ! Le désir d'obliger M. le Marquis du Chilleau ! . . . *Vanitas vanitatum !* . . . voilà toutes leurs vertus. Au reste , il faut qu'on sache que les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , qui voudroient aujourd'hui faire croire à une générosité qui est bien loin de leur caractère , ont cherché à effacer les traces de ce qui s'est passé à mon sujet entre eux & M. le Marquis du Chilleau. Ils sont même encore , après le départ de cet administrateur , parvenus une seconde fois à surprendre la religion de M. de Vincent , en obtenant de lui , non-seulement les lettres originales qu'ils avoient écrites à mon libérateur , mais encore celles que je lui avois adressées moi-même. C'est ce que j'ai été bien étonné d'apprendre , lorsque je me suis présenté au gouvernement pour demander des expéditions de toute cette correspondance , qui me sembloit devoir rester en dépôt , comme un monument justificatif de l'administration du chef , qui a honoré l'humanité en brisant mes fers ; mais ils ont beau faire , ils ne m'enlèveront pas les témoignages consignés dans les lettres que ce vertueux Administrateur a daigné m'écrire en cette occasion : & d'ailleurs il n'est pas mort ; son cœur , dépositaire de toutes les vertus de l'homme , me conserve tous les titres dont je pourrois avoir besoin à cet égard.

« Nous déclarons consentir à ce que le Sieur de la Poupar-
 » dière, retenu aujourd'hui en prison à notre requête, par défaut
 » de non paiement de ce qu'il nous doit en vertu de sentence,
 » soit élargi, déclarant garder dans nos mains le titre dont est
 » question dans ladite sentence, pour en poursuivre le recouvre-
 » ment, & en rendre compte après nous être payés de ce
 » qu'il nous doit. Au Port-au-Prince, le 19 janvier 1789,
 » Signé, *Daubagna, Trigant & Compagnie.* »

Muni de cette déclaration, dont on est réduit à chercher le sens dans un commentaire, je me suis d'abord disposé à faire assigner les Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie, pour les faire condamner à me payer, après le prélèvement de leur dû, la solde de la créance qu'ils ont à moi, & aux dommages-intérêts qui sont une conséquence de leurs vexations.

Il me sembloit, selon les lois, qu'il ne devoit pas y avoir plus de difficulté à assigner ces Messieurs qu'un autre particulier: mais soit que leur crédit personnel en impose, soit que les relations qu'ils ont avec la famille Trigant intimident les officiers subalternes de la justice, il n'est pas moins vrai que, lorsque j'ai voulu m'adresser aux tribunaux qui sont ouverts à tout le monde, je me suis vu au moment de ne pouvoir y pénétrer, faute d'assistance légale. Le nom de Daubagna, Trigant & Compagnie, a paru un signal d'alarme pour les Procureurs. M^e Pasquet de Leyde, auquel j'ai confié mes intérêts, a resté plusieurs mois dans l'inaction en me berçant de paroles vagues.

Pendant cet intervalle mes adversaires, informés de ma résolution, ont eu recours à M. le Marquis du Chilleau, pour le prier de vouloir me disposer à un arrangement. Ce respectable chef, toujours empressé de faire le bien lorsqu'il en trouvoit l'occasion, daigna accepter l'office de médiateur. Il eut en conséquence la bonté de m'écrire, le 8 avril dernier, pour m'engager à me rendre auprès de lui; je courus à sa voix

comme à celle de mon fauveur : je le trouvai avec le Sieur Daubagna ; il me témoigna désirer que je terminasse cette affaire à l'amiable. Je lui répondis que je ne demandois pas mieux ; que je le laissois l'arbitre absolu de mon sort ; que je devois déjà mon élargissement à sa justice , & que j'accepterois d'elle avec reconnaissance les dédommagemens qu'elle voudroit bien fixer , en considération de mes pertes & de mes souffrances par sept mois d'une injuste captivité. Ma réclamation étoit fondée , M. le Marquis du Chilleau le sentit ; mais voyant le Sieur Daubagna peu disposé à un traité équitable avec moi , il nous renvoya vers nos Juges naturels. (1)

L'amitié vint alors à mon secours ; elle fit ce que les Procureurs craignoient d'entreprendre. Ma requête fut donc dressée. Je la portai à M. Pasquet pour la signer ; nouveaux obstacles ; ce Procureur me refuse son ministère. J'ai recours à l'injonction : il est obligé d'obéir à l'autorité qui lui impose le devoir de m'assister ; & cependant , malgré les ordres supérieurs , malgré ma garantie , en un mot malgré la justice de ma cause , il m'oppose encore la plus grande répugnance : & ce n'est qu'en lui faisant le sacrifice de plusieurs de mes moyens , que je parviens à obtenir sa signature ; encore ne la donne-t-il enfin que *pour l'assistance & pour les conclusions seulement.*

L'objet de ces conclusions est d'avoir une condamnation par corps ; 1°. d'une somme de 3330 liv. 16 s., montant d'un compte certifié & étayé de bons , contre les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie.

(1) Le Sieur Daubagna poussa l'indécence en cette occasion , jusqu'à proposer à M. le Gouverneur général de vouloir bien rétablir les choses dans l'état où elles étoient avant mon élargissement. Ce vertueux Administrateur lui tourna le dos , en ne demandant , avec un sourire mêlé de colère , si j'étois curieux de retourner en prison. Sur ma réponse , qui , comme on le juge bien , ne fut pas affirmative , M. le Marquis du Chilleau ordonna énergiquement au Sieur Daubagna de ne plus lui parler de cette affaire.

2°. D'avoir acte de l'abandon que je leur fais de ma créance sur la succession Martin & sur le Sieur Duverger , pour par eux n'avoir pas obéi à ma sommation du 9 février 1788 ; en conséquence je requiers qu'ils soient condamnés personnellement à me payer la somme de 16,165 liv. 12 f. 9 d. en capital, ensemble les intérêts & les frais du jour qu'ils font acquis, consentant néanmoins à faire sur cette somme compensation de celle de 12,783 liv. 4 f. 6 d. que je leur dois.

3°. Et subsidiairement , je demande qu'ils soient condamnés à me tenir compte de ladite somme de 16,165 liv. 12 f. 9 d. , ensemble des intérêts & frais, si mieux ils n'aiment me remettre , dans le délai de vingt-quatre heures du jour de la signification de la sentence à intervenir , mon transport sur Dupré , ensemble les sommes qu'ils pourroient avoir touchées , soit à compte , soit autrement , leur offrant toujours de leur imputer en compensation , tant lesdites sommes que celle de 3330 liv. 16 f. , montant du compte mentionné au premier chef de mes conclusions , & ce jusques à concurrence de leur dû en principal & accessaires; qu'ils soient tenus en conséquence de me communiquer le tableau en bonne & due forme des répartitions qu'ils ont faites ou dû faire aux créanciers de la succession Martin , afin que je connoisse si je suis ou non complètement libéré du prix des bois qu'ils m'ont vendus , offrant , dans le cas que ma libération ne seroit pas entièrement effectuée , de la consommer.

4°. Au sujet de mon emprisonnement , je requiers qu'il soit déclaré nul, injurieux, tortionnaire & déraisonnable, attendu son illégalité, dans la forme , & le défaut de titre au fond ; qu'en conséquence il soit ordonné que la recommandation de ma personne ès prisons de cette ville , faite à leur requête , sera rayée & biffée des registres de la geole , & qu'ils soient en outre condamnés à me payer , par forme de réparations civiles ou dommages-intérêts , la somme de deux cents quatre-vingt-

cinq mille livres , sauf au ministère public , dont je réclame expressément la jonction , à prendre pour la vindicte publique telles conclusions qu'il avisera.

5°. Concluant contre le Sieur Dupré , je demande qu'il soit condamné à me tenir compte de la créance que je lui ai confiée pour en faire le recouvrement , offrant de lui rembourser les frais qu'il justifiera avoir faits , d'après les états certifiés & alloués : & en cas de contestation de la part des Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie, sur la remise de la reconnoissance que je leur ai transportée , je supplie le Siège d'ordonner que la sentence à intervenir tiendra lieu & vaudra audit Sieur Dupré pleine & entière décharge de ladite créance.

Néanmoins je demande que ledit Sieur Dupré soit condamné à me remettre, dans le délai de vingt-quatre heures, 1°. mon billet de dix portugaises de gratification ; 2°. celui de six pour cent de commission , qu'il a exigé de moi pour son agence , sauf à statuer par le Siège pour ses peines & soins au cas de rentrée de ma créance , & encore sauf son recours contre les Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie, pour se faire remettre sa reconnoissance ; & à défaut de remise par ledit Dupré des billets ci-dessus dans le délai fixé , je requiers qu'ils soient déclarés nuls & de nul effet , & qu'il lui soit fait défenses de s'en servir en manière quelconque sous les peines de droit ; & finalement que , tant lui Dupré , que les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , soient condamnés, chacun en ce qui les concerne , aux dépens de l'instance , sous toutes réserves de fait & de droit.

J'ai fait signifier ma requête à mes adversaires le 16 mai dernier ; ils ont attendu l'heure de l'audience pour constituer un défenseur , qui ne s'est d'abord occupé que de quelques moyens dilatoires , sans engager le fond du procès , éludant avec soin , & le combat par écrit , & l'éclat d'une plaidoirie publique. Il falloit pourtant se décider à se défendre tout de

bon ; car je pressois le jugement : mais admirez le destin qui les protège ! ils évitent ce qui est inévitable pour tout autre plaideur , la publicité de l'instruction juridique , qui est le supplice des oppresseurs & la consolation des opprimés. Le Siège , contre les règles ordinaires de la procédure , ordonne le délibéré de l'affaire avant qu'elle n'ait été instruite (1). Cependant l'heure du jugement approchoit ; & c'est alors seulement qu'un mémoire au délibéré pour les Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie , part comme une fusée de l'étude de leur Procureur , annonçant par sa précipitation la crainte qu'inspiroit la réplique.

L'amitié, qui étoit venue à mon secours pour ma requête , se charge aussi de la réponse à ce mémoire ; il me faut encore le ministère du Procureur pour sanctionner mon nouvel écrit ; M^e Pasquet me le refuse. Je suis donc une seconde fois réduit à recourir à l'injonction ; mais je trouve également le chapitre des égards & des considérations en sentinelle devant la porte du Juge. Le temps pressoit ; le moindre retard pouvoit compromettre mes intérêts : agité d'une inquiétude aussi légitime , je m'adresse à M. le premier Président de la Cour , auquel je donne ma requête. Ce Magistrat , attentif à veiller à ce que la justice soit rendue , veut bien m'accorder l'ordonnance suivante : « Soit communiqué » à Monsieur de Suzanne , que nous prions dès à présent de faire » toutes injonctions , qu'il jugera nécessaires , au Procureur du » Suppliant. Au Port-au-Prince , le 17 juillet 1789. *Signé, DE* » MARBOIS. » Toutes mes démarches ont été infructueuses. Mon mémoire en réponse n'a pas été signé du Procureur , & la sentence est intervenue , sans qu'il ait été joint au procès , tandis

(1) L'affaire n'étoit pas instruite, puisque les Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie ; n'avoient pas encore signifié leurs défenses au fond. Il est de principe que le Juge ne peut admettre ni appointemens , ni délibéré , avant que le procès ne soit en état d'être jugé ; & c'étoit ici le cas.

que celui des Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , a fait partie de leur production , & est coté dans le vu des pièces.

Ce déni de justice n'est pas le seul dont j'aye à me plaindre ; comme on le verra dans la discussion de mes moyens ; mais n'anticipons pas sur les événemens , pour ne pas intervertir l'ordre que je me suis prescrit.

On connoît maintenant les faits du procès & les circonstances qui les accompagnent ; on connoît pareillement les conclusions que j'ai prises dans ma requête au Siège , tant contre les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , que contre le Sieur Dupré ; & on est conséquemment en état de juger du mérite de mes réclamations. Voici pourtant comment la Sénéchaussée les a accueillies :

Sentence sur délibéré , rendue par la Sénéchaussée du Port-au-Prince , le 28 juillet 1789.

« Entre le Sieur Guesdon de la Poupardière , Négociant , demeurant en cette ville , Demandeur ;

» Contre les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , Négocians au même lieu , Défendeurs ;

» Et contre le Sieur Dupré , demeurant également en cette ville , Défendeur.

» Vu , &c. au dossier de M^e Pasquet , (Procureur du Sieur Poupardière) la requête répondue de notre ordonnance , en date du 15 mai dernier , & signifiée le 16 , par exploit de Gascing ; la reconnoissance des Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , en date du 29 septembre 1786 ; & la sentence du 30 juin , qui ordonne qu'il en sera délibéré.

» Au dossier de M^e Poncet , (Procureur des Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie) l'écrou du Sieur la Poupardière , es prisons de cette ville , en date du 24 mai 1788 ; les défenses signifiées le 26 juin dernier ; & le mémoire servant de moyens de défenses , signifié le 13 juillet courant.

» Tout vu , considéré & mûrement examiné , ouï le rapport
 » de M. de Suzanne , Conseiller ; nous vidant le délibéré ordonné
 » par notre sentence du 13 juin dernier ; vu d'une part le
 » compte de fournitures de divers objets , & de voyages de
 » cabrouets , montant à 3330 liv. 16 s. ; dont la partie de
 » M^e Pasquet demande payement à celles de M^e Poncet ; vu
 » aussi d'autre part la sentence du 23 juin 1787 , confirmée
 » par arrêt de la Cour du 2 mai de l'année dernière , *qui*
 » *condamne par corps la partie de M^e Pasquet à payer à celle*
 » *de M^e Poncet* , avec intérêts & dépens , la somme de 12,783 l.
 » 4 s. 3 d. ; vu aussi la reconnoissance fournie le 19 janvier
 » dernier à la partie de M^e Pasquet par celles de M^e Poncet , de
 » laquelle il appert qu'elles ont retenu dans leurs mains ses titres
 » de créance sur le Sieur Duverger & la succession Martin ,
 » montant à la somme de 16,165 liv. 12 s. 9 d. de capital ,
 » pour en faire le recouvrement , & en rendre compte à ladite
 » partie de M^e Pasquet , après qu'elles auroient été payées de ce
 » qu'elle leur doit ; renvoyons les parties à précompter sur
 » tous lesdits objets , tant en principal qu'intérêts & frais , par le
 » ministère de leurs Procureurs : en ce qui concerne la demande
 » de la partie de M^e Pasquet , en nullité de la recommandation
 » des parties de M^e Poncet , & en dommages-intérêts pour raison
 » de sa détention ; vu les lettres écrites par la partie de M^e Pas-
 » quet , en date des 25 décembre , 7 , 12 & 15 janvier derniers ,
 » & *notamment le consentement des parties de M^e Poncet , donné*
 » *à celle de M^e Pasquet en date du 19 janvier dernier à l'effet*
 » *de sa sortie de prison* , nous avons ladite partie de M^e Pasquet
 » déclaré non recevable en ses demandes , fins & conclusions.
 » Donnons défaut contre le Sieur Dupré ; & pour le profit
 » le renvoyons de la demande de la partie de M^e Pasquet ,
 » attendu & vu notre sentence du 7 du présent mois de juillet :
 » déboutons les parties du surplus de leurs demandes , fins &
 » conclusions ;

» conclusions ; & condamnons la partie de M^e Pasquet aux dépens , &c. ; mandons , &c. »

Telle est la décision inconcevable que le Siège a porté sur mes demandes : quelle est donc la fatalité de mon étoile ? Quoi ! les lois saintes de la justice , qui protègent indistinctement le pauvre & le riche , ne feroient-elles donc pour moi , contre les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , qu'un rempart inutile , qu'un mot vide de sens ? ô mes concitoyens !.... mais ne nous livrons pas au désespoir. Il me reste encore un refuge dans le sein de la Cour ; les Magistrats qui la composent sont supérieurs aux considérations humaines. Rassuré par leurs vertus , je me livre avec confiance à leur équité.

La base fondamentale de ce procès se réduit , comme on l'a déjà vu , à une question de fait ; & cette question de fait réside dans ces quatre lignes :

Les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , ont accepté de moi , en payement d'une somme que je leur devois , le transport d'une créance , sous la condition expresse , que si cette créance ne leur étoit pas rentrée dans six mois , ils me la remettroient , pour exiger de moi le payement de leur dû en espèces de cours.

Aux termes de ce contrat fynallagmatique , il est bien évident que les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , ne sont mes créanciers que conditionnellement ; c'est-à-dire , que le titre qu'ils ont contre moi est passif dans leurs mains , tant que la condition qui les oblige n'est pas accomplie.

S'ils ne sont pas mes créanciers avant d'avoir accompli la condition qui les oblige , il est bien évident encore qu'ils n'ont d'action contre moi en justice , qu'après l'accomplissement de cette condition.

Or , dès que les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , ne sont pas mes créanciers que sous des conditions auxquelles ils n'ont pas satisfait ; dès qu'ils n'ont d'action contre moi en justice qu'après

l'accomplissement de ces conditions , comment doit-on caractériser la conduite qu'ils ont tenue à mon égard ?

Pouffons plus loin nos argumens : Si la conduite des Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie, envers moi, n'a pas le caractère de la justice ; si elle a au contraire celui de la vexation la plus révoltante ; si la cupidité la plus criminelle en est le mobile ; si elle renferme tous les abus du crédit ; si elle a fait servir, par des surprises punissables , l'autorité destinée à protéger les hommes , d'instrument à l'oppression ; si elle a violé toutes les lois divines & humaines pour opérer ma perte ; en un mot , si elle a consommé ma ruine, que doit-on penser de la sentence du 28 juillet dernier qui proscrit mes réclamations ?..... Voilà la cause en gros ; examinons-la dans ses détails.

1^o. J'ai dit , & c'est une vérité , que les Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie , n'ont jamais eu que conditionnellement d'action contre moi pour le payement des bois qu'ils m'ont vendus au mois de novembre 1786 ; & j'ajoute à présent que , loin d'être mes créanciers , ils ont toujours été mes débiteurs aux termes du contrat , en vertu duquel ils m'ont emprisonné. Il n'y a donc pas de peine capable d'expier les tourmens qu'ils m'ont fait souffrir.

2^o. En supposant (ce qui n'est pas) que les Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie , ne fussent subordonnés à aucune condition ; c'est-à-dire , qu'aucun préalable convenu entre nous n'ait pu les empêcher de provoquer des condamnations contre moi , & de les exécuter après les avoir obtenues : en supposant qu'ils fussent réellement mes créanciers , toujours est-il vrai du moins qu'ils se sont écartés du respect qu'ils devoient aux formes tutélaires de la justice ; que sous ce rapport ils doivent une amende honorable aux lois qu'ils ont foulées aux pieds avec scandale , & au gouvernement dont ils ont profané l'autorité, en osant opprimer un citoyen à l'ombre d'ordres qui n'existoient pas : toujours

est-il vrai encore que de cette violation des formes , & de cet abus du nom du gouvernement , il résulte en ma faveur une action en dommages-intérêts considérables.

3°. Non-seulement les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , n'ont jamais eu d'action effective contre moi ; non-seulement ils m'ont emprisonné sans titre ; non-seulement ils ont violé tous les principes dans la forme ; non-seulement enfin ils ont supposé des ordres supérieurs qui n'existoient pas , mais encore ils ont , de connivence avec le Sieur Dupré , mis les ressorts les plus odieux en œuvre pour m'immoler à leur cupidité.

4°. Dès que les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , m'ont jeté & détenu dans une prison sans titre effectif contre moi , eux étant au contraire mes débiteurs ; dès qu'ils ont violé les formes les plus impérieuses en m'emprisonnant ; enfin , dès qu'ils ont , de concert avec le Sieur Dupré , mis en usage les ressorts les plus odieux pour opérer ma ruine , il est constant que rien n'a pu couvrir des torts aussi graves , & que j'étois bien fondé dans mes conclusions contre eux en première instance : que dès-lors le Siège a mal jugé , en proscrivant mes réclamations avec dépens , & que conséquemment mon appel de la sentence , du 28 juillet , est juste & légitime.

5°. Enfin , cette sentence ajoute encore aux griefs que je viens de coter un déni de justice de la part du ministère public. En effet , ce ministère , dont j'ai expressément requis la jonction , n'a pas paru dans le jugement , quoiqu'il y eût le plus grand intérêt & que son concours dût m'assurer le triomphe que j'avois droit d'attendre. Telles sont les vérités que j'ai à développer : entrons en matière.

§. I.

1°. Les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , ont-ils ou n'ont-ils pas eu , d'après l'accord fait entre nous le 29 novembre

1786 , le droit d'exercer quelque contrainte contre moi pour raison de leur dû , avant d'avoir effectué la remise de la créance que je leur avois transportée en paiement ?

2°. La sentence du 23 juin 1787, & l'arrêt du 2 mai 1788 qui la confirme , ont-ils ou n'ont-ils pas décidé cette question ?

Non ; les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , n'ont jamais eu ce droit , aux termes de notre contrat ; jamais non plus la sentence & l'arrêt invoqués n'ont décidé la question proposée.

En effet , quel est notre contrat ? Le voici mot pour mot , consigné respectivement & dans mon transport , & dans leur reconnoissance ; mon transport est ainsi conçu : « Je prie M. Dupré de tenir aux ordres de MM. Daubagna , Trigant & Compagnie , le net produit une fois rentré , du dossier & condamnation mentionnés de l'autre part , (c'est-à-dire dans la reconnoissance de Dupré) leur transportant à cet effet tous mes droits , & ce pour se payer sur ladite rentrée d'une somme de 12,783 liv. 4 f. 6 d. que je leur dois , pour vente & livraison qu'ils m'ont faites d'un parti de bois , & me compter la solde de ce que M. Dupré leur aura compté , leur promettant , à défaut de rentrée d'ici à six mois de ce jour , de leur payer ladite somme de 12,783 liv. 4 f. 6 d. en espèces de cours , *en par eux me rapportant le présent transport* , & ce à peine de tous dépens , dommages & intérêts. Au Port-au-Prince , le 29 novembre 1786. Signé , *Poupardière*. »

La reconnoissance que les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , m'ont fournie de ce transport , a déjà été citée au commencement de ce mémoire dans l'exposé des faits. Elle est absolument conforme aux dispositions que je viens de mettre sous les yeux de mes lecteurs. Elle porte également en termes clairs & précis , *promesse en ma faveur de la part de mes adversaires de me rendre compte de ma créance après rentrée , & de m'en compter la solde* ,

ou à défaut de rentrée de me remettre la reconnaissance de Dupré, pour exiger de moi le payement de ce qui leur est dû.

N'est-il pas aussi clair que le jour, d'après tout ce qu'on vient de lire, que je ne suis obligé de payer les Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie, qu'en par eux me rapportant le transport que je leur ai fait ?

N'est-il pas de la même évidence qu'ils m'ont promis de me remettre ce transport avant de pouvoir exiger de moi le payement de leur dû ?

Que dit sur cela la sentence du 23 juin 1787 ? que je serai tenu de reprendre mon mandat ; en conséquence, condamné par corps à payer aux Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie, la somme de 12,783 liv. 4s. 6d. : ne voilà-t-il pas deux chefs bien distincts dans le prononcé de cette sentence ? 1°. Que je suis tenu de reprendre mon mandat : donc on est tenu de me le remettre. 2°. Qu'en conséquence, c'est-à-dire, par suite de cette remise, je dois payer.

L'esprit & la lettre de notre contrat, qui a acquis, par la sentence, la force exécutoire pour toutes ses dispositions, de la manière & dans l'ordre qu'elles y sont énoncées, se réunissent donc pour déterminer la prévention la plus obstinée à convenir, que les Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie, doivent me rendre la reconnaissance de Dupré, avant de pouvoir me contraindre au payement de ce que je leur dois.

Enfin, que décide l'arrêt du 2 mai 1788, confirmatif de la sentence du 23 juin de l'année précédente ? Que cette sentence a bien jugé, & qu'elle doit en conséquence être exécutée dans toute sa forme & teneur. Or, quelles sont ses forme & teneur ? Que mes adversaires doivent d'abord me remettre mon transport sur Dupré ; & que moi, je dois ensuite les payer en espèces de cours, conformément à notre convention du 29 novembre 1786 : jamais contrat ne fut moins équivoque.

Comment les Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie, peuvent-

ils s'aveugler au point d'élever une question sur un fait aussi précis & aussi évident ? Ils ont dit cependant , & ils s'obstinent à répéter que jamais , aux termes de notre contrat , ils n'ont été obligés de me remettre mon transport , avant d'avoir reçu leur paiement effectif ; que ce transport , *qu'ils appellent mandat* , est un gage que je leur ai donné en nantissement ; en un mot , qu'il fait aujourd'hui leur titre de créance contre moi , & qu'il est conséquemment absurde de prétendre qu'un créancier doive se dessaisir de son titre , avant d'être désintéressé. C'est comme si l'on disoit , ajoutent-ils , que le porteur d'une lettre de change , d'un billet à ordre ou d'un mandat , doit les remettre d'abord , & en demander le paiement après.

La réfutation de ces sophismes est aisée : en effet , la première règle de la comparaison est qu'il y ait similitude dans les objets comparés. C'est ce qu'on enseigne aux écoliers qui commencent à lire.

Or demandons , non pas à un Négociant , parce qu'il croiroit qu'on se moque de lui , mais au dernier Commis d'un comptoir , si une reconnoissance , représentative d'un dossier de procédure , peut être comparée à un effet de commerce ; en un mot , si elle a quelque ressemblance avec une lettre de change , un billet à ordre ou un mandat , & si en conséquence on la recevrait dans une bourse , comme un actif de cours ? Voilà toute ma réponse à une objection aussi absurde.

Demandons encore à l'homme le plus borné , si cette reconnoissance , qui n'est pour moi qu'une sureté , une garantie de l'actif qu'elle représente & sur lequel j'ai fait aux Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , une délégation pour se payer de leur dû , forme leur véritable titre de créance , ou est si essentielle dans leurs mains , qu'ils ne puissent s'en dessaisir sans compromettre leurs droits.

Cet homme répondra certainement , qu'une telle pièce n'a

jamais pu être & n'a jamais été effectivement le titre de créance des Srs Daubagna, Trigant & Compagnie, contre moi, & qu'il n'y a que leur compte de vente qui constitue ce titre; en effet, la reconnaissance du Sieur Dupré, que je leur ai transportée, ne vaut pour eux que comme autorisation de recevoir de cet agent le produit de l'actif que je lui ai confié. C'est cet actif seul que j'ai affecté à leur paiement : cette reconnaissance de Dupré est si peu essentielle dans leurs mains pour la sûreté de leur dû, qu'ils m'ont eux-mêmes fait condamner à la reprendre; elle est si peu encore leur titre de créance, qu'ils m'ont également fait condamner par corps à leur payer, non pas le montant de la reconnaissance même, mais bien le prix de l'acquisition que j'ai faite d'eux. Ils ont donc formellement reconnu par-là, que cette pièce leur étoit inutile sous tous les rapports. Pourquoi donc, d'après cet aveu, ont-ils élevé ensuite des questions que leur conduite même réfute? mais abandonnons les conjectures, & renfermons les Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie, dans ce dilemme :

Ou la reconnaissance de Dupré que je leur ai transportée est véritablement leur titre de créance, ou elle ne l'est pas : si cette reconnaissance est véritablement leur titre de créance, ils sont donc payés, & il y a novation au titre. Alors, plus de contrainte par corps contre moi; ils n'ont d'action que contre les débiteurs, ou débiteurs de l'actif que je leur ai délégué; si cette reconnaissance n'est pas leur titre de créance, à quelles fins la retiennent-ils, & m'empêchent-ils, en la retenant, de poursuivre moi-même le recouvrement qu'ils n'ont pu faire, ou qu'ils ont négligé? Nous aurons bientôt l'explication de tout cela.

Mais cessons d'insister sur une question qui ne peut plus faire le sujet d'un doute. J'ose même croire qu'on ne réfutera pas ma démonstration à cet égard. L'injustice des Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie, envers moi, paroît maintenant dans le plus grand jour, & il n'y a pas d'homme honnête qui n'en soit indigné.

Que fera-ce donc lorsqu'on aura vu que , loin d'être mes créanciers , ils étoient au contraire mes débiteurs ? C'est ce que je vais prouver.

On vient de voir que les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , ont dit & écrit dans nos instances devant les tribunaux , qu'ils gardoient la reconnoissance de Dupré , dont je leur ai fait le transport , comme étant leur titre de créance , le gage de leur paiement , leur propriété , en un mot , jusqu'à ce qu'ils soient désintéressés ; qu'ils ont en conséquence reconnu & avoué par-là que le compte que j'ai fait avec eux est payé & soldé depuis le moment qu'ils ont accepté mon transport ; que dès ce moment ils ont fait novation à leur titre ; que ce n'est plus moi dès-lors qui suis leur débiteur , mais bien le Sieur Dupré , la succession Martin , & le Sieur Duverger ; & que par conséquent ils n'ont jamais eu d'action contre moi pour , je ne dis pas légitimer , mais seulement colorer d'un prétexte leurs vexations. Voici le sceau que je mets à la démonstration de toutes ces vérités :

Si les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , n'avoient pas entendu faire leur propre affaire de la créance que je leur ai transportée , & la considérer comme leur paiement effectif , pourquoi auroient-ils résisté à la sommation que je leur ai fait donner au mois de février 1788 , & refusé alors de me remettre cette créance ? Or , non-seulement ils n'ont pas obéi à cette sommation ; non-seulement ils ne m'ont pas remis cette créance , mais même ils ont fait défense à Dupré de se dessaisir de mes titres. Donc ils ont fait acte de propriétaires ; donc , dès cet instant , je ne leur dois rien. En effet , sous quel rapport les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , veulent-ils se considérer en cette occasion ? Est-ce comme créanciers ? est-ce comme mandataires ? ou enfin , est-ce comme cessionnaires ? Il faut absolument qu'ils se rangent dans une de ces trois classes. Il ne leur reste pas d'autre refuge.

Veulent-ils s'envisager comme mes créanciers ? Alors les
actions

actions que la loi leur permet contre moi , se réduisent à la saisie arrêt , à la saisie exécution & à la contrainte par corps. La saisie arrêt n'a lieu que sur les sommes & deniers ; la saisie exécution ne peut tomber que sur les meubles , & la contrainte par corps ne s'étend pas au-delà de la personne du débiteur. Or , des actifs ne sont pas des sommes & deniers ; ils ne sont pas non plus des meubles sujets à l'exécution : donc la défense de me remettre mes titres , faite à Dupré par les Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie, comme créanciers, est absurde & vexatoire.

Veulent-ils s'envisager comme mes mandataires ? ils n'ont pu alors agir qu'en mon nom , & ils ont reconnu qu'ils dépendoient absolument de ma volonté. Pourquoi donc l'ont-ils contrariée ?

Enfin, est-ce comme mes cessionnaires qu'ils ont entendu diriger leurs actions ? ils se sont donc alors déclarés maîtres de la chose que je leur ai déléguée : & comme la valeur de cette chose excède le montant de ce que je leur dois , ils se trouvent donc non-seulement remplis , mais même mes débiteurs , & obligés en conséquence , aux termes de notre contrat , à *me rendre compte de l'excédent* , & à *m'en compter la solde*. Il est difficile aux Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie , de sortir de ce cercle.

Donc mon emprisonnement est injuste & odieux au fond ; donc il m'est dû des réparations proportionnées au préjudice qu'il m'a fait , & aux tourmens que j'ai soufferts.

§. I I.

Mon emprisonnement est non-seulement injuste & odieux au fond , comme on vient de le voir , mais il est en outre le monument le plus scandaleux du mépris que les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , ont pour tous les principes sacrés qui garantissent l'honneur & la liberté des Citoyens : & sous ce nouveau rapport,

ils doivent encore , & une amende honorable aux lois qu'ils ont outragées , & une satisfaction éclatante à leur victime qui demande vengeance.

La liberté de l'homme est d'un si haut prix aux yeux du législateur , qu'il la respecte jusque dans la nécessité où il se trouve quelquefois de s'écarter sur ce point des droits de la nature. En effet , si d'un côté , par une sévérité sagement ménagée , il s'occupe à maintenir dans le commerce , d'où dépend la splendeur des empires , la confiance & la fidélité dans les engagements , de l'autre il pose des bornes rigoureuses à l'usage d'une contrainte , qui répugne toujours à son cœur. Sa bienveillance , placée entre le créancier & le débiteur , s'étend en même temps & avec le même soin à tous les deux. L'un y trouve des armes contre la mauvaise foi , & l'autre un refuge contre la passion , qui abuse de la faveur. Tels sont les grands principes qui nous régissent ; anathème à ceux qui les violent ! Quel est donc la destinée qui attend les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , en cette circonstance ?

Mon emprisonnement , considéré par rapport aux formes , est le monstre aux cent têtes ; on en coupe une , une autre la remplace. Pour anéantir l'hydre , je diviserai mes attaques : la méthode & l'ordre sont le renfort de la raison.

D'abord je m'attacherai aux nullités résultantes de l'omission des formalités qui doivent précéder l'exécution des jugemens ; formalités de rigueur , qui n'ont pas été observées pour ma recommandation à la geôle ; ensuite je passerai aux vices d'obreption & subreption , qui infectent les ordres surpris contre moi à la religion du gouvernement ; en troisième lieu , après avoir démontré que l'édifice de perfidie & de cruauté des Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , s'écroule par son fondement , je finirai par prouver qu'ils m'ont emprisonné sans titre & sans ordres , & qu'ils sont eux-mêmes tout à la fois les ministres & les

instrumens des coups portés à ma liberté. Voilà les trois genres de nullités que je me propose de relever dans ce paragraphe.

1^o. Mon emprisonnement est nul , faute d'avoir été précédé des formalités impérieuses que les ordonnances du royaume & la jurisprudence des tribunaux , d'accord avec la raison & l'humanité , prescrivent.

Première Division.
Nullité de l'emprisonnement, faute d'avoir signifié la condamnation en vertu de laquelle il a été fait, & faute de commandement préalable.

Il est constant qu'une condamnation n'est exécutoire contre un débiteur , qu'autant qu'elle lui est légalement connue ; & elle ne lui est légalement connue , qu'autant qu'elle lui est dûment signifiée à personne ou domicile. Il ne suffit pas encore d'avoir notifié cette condamnation à personne ou domicile ; il faut en outre , pour pouvoir l'exécuter , un commandement préalable. Toutes ces formalités sont de rigueur , & leur omission entraîne la nullité radicale des actes qui n'en sont pas revêtus , d'après les dispositions de l'ordonnance de 1539, articles 74 & 75, & l'ordonnance de Blois, art. 175.

L'ordonnance de 1539 , art. 95, veut même qu'il y ait trois jours francs entre le commandement & la contrainte ; & l'usage des tribunaux en cette Colonie est qu'il y ait au moins un délai de vingt-quatre heures. Il y a plus ; la loi & l'usage exigent que ces formalités soient pratiquées , même pour l'exécution des meubles d'un débiteur , qui est bien moins rigoureuse que la contrainte par corps.

Cela est si vrai , que l'ordonnance de 1667 , tit. 32 , art. 3 , porte : « Que toutes les formalités des ajournemens seront observées » dans les exploits de saisie exécution, & sous les mêmes peines. »

Or , quelles sont ces formes & ces peines ? l'art. 3 du tit. 2 va nous l'apprendre :

« Tous exploits d'ajournement seront faits à personne ou domicile , & sera fait mention dans l'original , & en la copie des » personnes auxquelles ils auront été laissés, *à peine de nullité.* » Dans l'espèce de cette cause, le jugement en exécution duquel

j'ai été emprisonné ne m'a jamais été signifié. Jamais les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , ne me l'ont fait connoître légalement ; jamais ils ne m'ont mis en demeure de les payer par aucun commandement préalable , conformément aux vœux de la loi & de l'humanité.

En effet , on se souvient que la sentence du 23 juin 1787 est le principe moteur des vexations exercées contre moi par les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie ; c'est-à-dire , que c'est par une suite de cette sentence qu'ils m'ont tant persécuté. On se souvient aussi que je l'ai déférée aux Magistrats supérieurs , par ma requête du 15 février 1788 , sur laquelle j'obtins arrêt portant défenses de passer outre à l'exécution , & que je fis signifier cet arrêt à mes adversaires le lendemain 16 du même mois. D'après les principes sur la matière , cette sentence est demeurée sans vertu du moment de la signification de l'arrêt de défenses ; & ce n'est que du jour qu'elle a été régénérée par l'arrêt définitif du 2 mai de la même année , qu'elle a acquis contre moi une existence réelle. C'est donc cet arrêt qui est le véritable titre de condamnation , dont les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , aient pu se prévaloir pour me contraindre. Cependant cet arrêt ne m'a jamais été notifié : point de signification , point de commandement préalable , qui m'aient prévenu de son existence & du dessein qu'on avoit de le mettre à exécution.

Ainsi , si le défaut de signification & de commandement préalable opèrent la nullité absolue d'une saisie exécution de meubles seulement , à plus forte raison produisent-ils plus impérativement encore cet effet dans le cas de la contrainte par corps , qui est infiniment plus odieuse , plus injurieuse en elle-même , & plus préjudiciable à celui qui en est l'objet.

Supposons encore (ce qui n'est pas) que toutes ces formes essentielles eussent été remplies , c'est-à-dire , que les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , m'eussent fait signifier à mon

domicile l'arrêt du 2 mai 1788 avec commandement préalable , & mis par-là en demeure de les payer , la recommandation qu'ils ont fait faire de ma personne à la geole n'en feroit pas moins injurieuse & nulle.

En effet , il ne leur suffisoit pas , pour la validité de la recommandation , de m'avoir notifié légalement le titre en vertu duquel ils m'ont exécuté , il falloit aussi me signifier la recommandation elle-même , selon *l'art. 12 du tit. 13 de l'ordonnance de 1670* , qui s'explique ainsi : « Les recommandations des prisonniers » seront nulles , si elles ne leur sont signifiées parlant à leurs » personnes , & copies baillées , dont sera fait mention dans le » procès verbal de l'huissier qui fera la recommandation. »

Ici la maison Daubagna , Trigant & Compagnie , n'a pas fait dresser de procès verbal de la recommandation qu'elle a faite de ma personne dans les prisons de cette ville ; elle ne m'a pas fait signifier non plus copie de la recommandation : aucun huissier n'a figuré dans l'acte. Cette recommandation est donc nulle de nullité radicale , & injurieuse tout à la fois à la loi & au débiteur emprisonné.

L'article suivant de la même ordonnance ajoute que « les écroux » & les recommandations feront mention des arrêts , jugemens » & autres actes , en vertu desquels ils seront faits ; du nom , sur- » nom & qualité du prisonnier ; de ceux de la partie qui les » fera faire , comme aussi du domicile qui sera par-lui élu , du » lieu où la prison est située , *sous pareille peine de nullité.* »

Ici nulle mention , dans la recommandation inscrite sur les registres de la geole , de la sentence & de l'arrêt en vertu desquels j'ai été recommandé ; nulle mention de mes surnom & qualité ; nulle mention des surnoms & qualités des Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , à la requête desquels j'ai été recommandé ; nulle mention enfin de leur élction de domicile. Cette recommandation est donc encore une fois nulle sous tous les points de vue.

Si l'on approfondit ces dispositions de rigueur de l'ordonnance, on verra qu'elles sont autant d'émanations de la vertu, qu'elles sont le résultat raisonné de la justice, de la sagesse & de l'humanité. Il est dans l'ordre, en effet, qu'on prévienne un débiteur avant de l'emprisonner; il est dans l'ordre qu'on le constitue en demeure avant de se porter à cet attentat; il est dans l'ordre qu'on l'avertisse régulièrement à la requête de qui il est détenu, en vertu de quel titre, de quelle sentence, de quel arrêt, à raison de quelle somme & de quelle dette; il est dans l'ordre que son créancier lui signifie ses surnoms & qualités, afin qu'il sache que c'est vraiment lui dont il est le débiteur & qu'il faut payer; il est dans l'ordre enfin qu'il lui désigne une élection de domicile, afin qu'il puisse offrir & réaliser son payement s'il doit, & provoquer son élargissement s'il ne doit pas.

C'est sur ces vérités, importantes au bonheur des hommes, que nos lois ont été calquées; ce sont ces vérités salutaires qui ont présidé à la naissance de l'édit du Roi du mois de janvier 1685, enregistré au parlement de Paris le 22 du même mois: cet édit ordonne expressément, par l'art. 7, que « tous huissiers, sergens, » ou autres officiers, qui constitueront prisonniers aucunes personnes, qui les recommanderont pour dettes civiles, ou qui saisiront aucuns meubles, seront tenus d'élire un domicile & constituer même un procureur, avec défenses aux geoliers des prisons de recevoir lesdits prisonniers sans cela, à peine de cinquante livres d'amende, & de tous dépens, dommages & intérêts, tant contre les officiers que contre les geoliers qui pourront contrevenir. »

Ici, point d'élection de domicile, & point de constitution de procureur; point d'huissier, point de sergent, point d'officier public qui ait fait la recommandation: donc elle est nulle; donc les Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie, doivent supporter la peine de cette nullité.

Non-seulement les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , ne m'ont pas signifié à personne ou domicile la condamnation qu'ils avoient obtenue , & à l'aide de laquelle ils m'ont si cruellement persécuté ; non-seulement ils ne m'ont pas fait de commandement préalable pour me mettre en demeure de les payer , mais ils ont eu encore la témérité d'user d'obreption & de subreption pour surprendre la religion de M. le Gouverneur-Général , & obtenir des ordres de rigueur contre moi.

Seconde Division

Nullité de l'emprisonnement , par l'obreption & subreption qui vicie les ordres de rigueur décernés contre moi.

En effet, j'ai prouvé , démontré même, au paragraphe précédent , que je ne devois rien aux Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , & que c'étoient eux, au contraire, qui me devoient, en vertu de notre convention du 29 novembre 1786 : j'ai prouvé & démontré encore qu'ils n'avoient aucune condamnation effective contre moi ; que celle dont ils étoient porteurs étoit conditionnelle, & renfermoit deux chefs distincts , dont l'exécution de l'un étoit subordonné à l'exécution préalable de l'autre ; c'est-à-dire, qu'aux termes de notre contrat je n'étois, moi, contraignable par corps à payer mes adversaires , qu'autant qu'ils m'auroient eux-mêmes remis le titre que je leur avois transporté pour ma libération : c'étoit-là la lettre & l'esprit de notre accord ; c'étoit aussi conséquemment la lettre & l'esprit de la condamnation.

D'après cela , il est bien évident que les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , n'avoient aucun titre exécutoire contre moi ; & , par une suite de cette évidence , il est bien certain que la sentence du 23 juin 1787 , & l'arrêt du 2 mai 1788 , n'ont jamais dû servir de base aux ordres de rigueur surpris contre moi à la religion du gouvernement le 26 novembre 1787 ; ainsi je suis fondé à conclure que ces ordres sont obreptices & subreptices , & qu'ils n'auroient jamais vu le jour , si M. le Gouverneur-Général avoit été informé exactement des circonstances de l'affaire ; c'est-à-dire , si les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , ne l'avoient pas trompé avec autant d'impudence.

Dès que ces ordres de rigueur sont obreptices & subreptices , ils sont donc nuls de nullité radicale ; & il est vrai de dire que j'ai été privé de ma liberté , arraché à mes affaires , ruiné dans ma fortune & dans mon crédit , & torturé pendant sept mois dans l'horreur d'un cachot ; je ne dis pas seulement sans titre contre moi , mais même sans un prétexte qui puisse colorer tant de vexations.

Les ordres de rigueur décernés contre moi sont encore nuls de nullité d'ordonnance : en effet , les mêmes lois , dont l'action tutélaire protège avec le même soin le créancier & le débiteur , qui favorisent l'un sans lui permettre d'opprimer l'autre , étendent aussi leur prévoyance jusque sur l'exercice du pouvoir confié à l'autorité ; leur vigilance alors augmente en raison de la facilité des abus ; & , dans leur sagesse , la main qui agit la verge coercitive est contenue par une autre main qui en dirige & règle les mouvemens : en un mot , tout est prévu , compassé & établi sur un plan immuable , pour écarter l'arbitraire , qui est le tombeau du bonheur des peuples & le germe destructif des sociétés.

Comme les ordres de rigueur sont une faveur exorbitante de notre droit , ils sont assujettis à des formes sévères dans leur exécution ; ils sont une faveur tellement exorbitante de notre droit , qu'ils ne naissent que de l'impuissance de l'autorité des tribunaux , spécialement préposés à terminer nos contestations civiles : ils ne sont donc qu'un remède extrême ; & les extrêmes ne doivent être administrés qu'avec la plus grande circonspection. Aussi la loi qui autorise ces sortes d'ordres ne permet-elle au gouvernement d'en armer les mains du créancier , qu'après avoir mandé le débiteur , qu'après avoir entendu de la bouche de ce malheureux les raisons qui l'empêchent de se libérer ; enfin , qu'après s'être assuré par lui-même que l'exercice de cette rigueur est nécessaire & juste. Cette précaution , qui est un devoir du gouvernement , supplée , pour l'exécution de ses ordres , les formalités que la loi prescrit

prescrit pour l'exécution des jugemens. Elle avertit le débiteur ; elle le place entre son créancier & la justice , & elle instruit , en même temps , la religion du chef qui ordonne. En un mot , elle est le vœu précis de l'ordonnance du Roi du 16 mai 1775 , qui s'explique ainsi dans les articles II & III.

Par l'article II cette loi dit : « Lorsqu'il aura été rendu » des sentences ou jugemens portant contrainte par corps , » & dont l'exécution sera parée aux termes des lois & ordon- » nances qui régissent les Isles sous le Vent , les parties » pourront requérir , pour donner effet à la contrainte pro- » noncée , l'intervention directe du Gouverneur-Lieutenant- » Général , par un simple Mémoire , auquel seront joints » les sentences & jugemens , soit de condamnations , soit de » réception de caution , lorsqu'il y aura lieu ; & sur le vu » desdits jugemens & sentences , ledit Gouverneur-Lieutenant- » Général *mandera* les débiteurs , de quelque qualité & con- » dition qu'ils soient ; *leur ordonnera de vive voix* de se » rendre aux prisons *militaires* , jusqu'à ce qu'ils aient satis- » fait aux sentences & jugemens rendus contr'eux ; & en » cas de *désobéissance* , les y fera contraindre de sa propre » autorité , dont il ne pourra refuser le secours à aucun » créancier contre quelque débiteur que ce puisse être. »

Et par l'article III cette ordonnance ajoute : « Ne pourront » les pouvoirs , mentionnés en l'article précédent , être exécutés » en aucun cas , & sous prétexte de représentation , par les » Commandans en second & les Officiers des états-majors » établis dans les différens quartiers ; entendant Sa Majesté » les réserver au Gouverneur-Lieutenant-Général seul , ou » à celui qui le représentera , en cas de mort ou d'absence » de la Colonie , sauf à lui à commettre , pour l'exécution » des ordres qu'il donnera par écrit , les Commandans en » second ou Officiers des états-majors des lieux où résideront » les débiteurs. »

Or, jamais le gouvernement ne m'a mandé, ni fait mander par ses Représentans, soit avant de rendre son ordonnance contre moi, soit avant de la laisser mettre à exécution : jamais il n'a entendu de ma bouche les raisons qui m'empêchoient de payer aux Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie, la somme qu'ils me demandoient ; jamais il n'a cherché à instruire sa religion, & à apprendre que les Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie, étoient eux-mêmes mes débiteurs au lieu d'être mes créanciers ; jamais enfin la loi protectrice, qui me garantissoit de l'oppression, n'a été observée à mon égard. Donc, encore une fois, les ordres de rigueur décernés contre moi par le gouvernement sont obreptices & subreptices, illégaux, nuls, & dès-lors incapables de produire aucun effet.

J'ai dit (& c'est une vérité fondée sur la lettre & l'esprit de l'ordonnance du 16 mai 1775 que je viens de citer) que le gouvernement ne doit livrer les ordres de rigueur qu'il décerne pour dettes civiles, qu'après avoir épuisé lui-même les formalités qui lui sont tracées, c'est-à-dire, qu'après avoir mandé ou fait mander les débiteurs, & que ces débiteurs ont défobéi ou se sont dérobés à l'autorité ; alors seulement les ordres sont remis à la Maréchaussée, pour courir après les débiteurs & forcer la mauvaise volonté à remplir ses engagements.

Mais dans cette hypothèse même, le créancier n'est pas dispensé des formalités imposées pour l'exécution des jugemens ; car les ordres de rigueur ne font absolument qu'étendre les moyens de contrainte ; qu'ajouter la main militaire à la main de la justice, sans pour cela rien innover sur les principes constitutionnels qui préparent la voie à l'exécution : je les ai déjà fait remarquer ces principes ; ils exigent impérieusement que les décrets d'une autorité quelconque ne puissent avoir

une force exécutoire que du jour de leur notification en bonne & due forme ; jusque-là ils sont passifs , & comme sans existence. Les lettres de cachet même , lancées par le Prince contre ceux de ses sujets qui ont encouru sa disgrâce , leur sont formellement communiquées par le procès verbal de capture de l'Officier qui en est porteur & qui les met à exécution (1). Rien ne peut légitimer une infraction à cette règle. Elle est non-seulement suivie dans le Royaume avec rigidité , mais encore la Jurisprudence des Tribunaux de cette Colonie en prescrit l'exacte observation. C'est ce qu'on voit dans la collection de M. Moreau de Saint-Mery, vol. 4, page 618. Il cite un arrêt de règlement du Conseil du Cap , en date du 7 septembre 1763 , rendu sur la matière.

« Fait défenses (porte cet arrêt) à tous Huissiers , Sergens ,
 » & à la Maréchaussée , d'arrêter aucun Citoyen & de le
 » constituer prisonnier en exécution des jugemens pour dettes
 » civiles , sans préalablement lui signifier les ordres , si aucuns
 » sont , des Gouverneurs-Lieutenans-Généraux ou autres
 » Commandans , portant main-forte à justice , & sans procès
 » verbal de capture , en bonne & due forme , & dûment
 » signifié aux débiteurs emprisonnés , le tout à peine de
 » nullité , & de tous dépens , dommages & intérêts envers la
 » partie , conformément & sous les peines portées par les
 » ordonnances. Ordonne que le présent arrêt sera lu ,
 » publié & enregistré par-tout où besoin sera , &c. »

On conçoit parfaitement que , si telles sont les formalités constitutionnelles d'un emprisonnement légal , telles sont &

(1) Rien n'a plus de ressemblance aux lettres de cachet , que les ordres de rigueur décernés par le gouvernement à Saint-Domingue. Il y a seulement cette différence , que les uns sont un accessoire d'un décret de justice , & les autres des actes de la seule volonté du Souverain.

telles doivent être également celles d'une recommandation, puisque celle-ci n'est autre chose que la consignation expresse de la confirmation & de la prolongation d'un emprisonnement.

La recommandation contre laquelle je réclame, ne m'ayant jamais été signifiée, non plus que l'ordre en vertu duquel j'ai été recommandé, est donc, encore un coup, nulle, cent fois nulle, & digne de toute l'aminadversion des lois. Passons à la troisième division des nullités qui la vicient.

troisième Division.

Nullité de l'emprisonnement, pour avoir été fait sans titre & sans ordres secrets d'aucune autorité égale.

Qu'un Sultan étrangle ses sujets au gré de son caprice, & qu'il soit lui-même étranglé à son tour par ses jannissaires, je le conçois; c'est le sort des peuples régis par l'arbitraire: mais que, dans un pays de la domination française, sous l'empire d'une législation positive & sage, pendant le règne de la philosophie, des simples particuliers, sans autre titre de la soif dévorante de l'or, aient le crédit & l'audace de s'arroger sur leurs Concitoyens les droits des despotes orientaux, & d'armer contre nos libertés, par des surprises criminelles, la force destinée à nous garantir de l'oppression, je frémis!..... c'est le monument scandaleux de la dépravation absolue des mœurs, érigé sur le tombeau des vertus civiles!

J'ai déjà fait voir que non-seulement je ne devois rien aux Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie, mais qu'au contraire ils étoient eux-mêmes mes débiteurs; aux termes de notre contrat; que non-seulement ils n'avoient pas de condamnation effective contre moi, mais que celle qu'ils avoient obtenue renfermoit deux chefs distincts, dont l'un, les concernant, devoit être exécuté avant l'autre qui me regardoit; que dès qu'ils n'avoient pas de condamnation contre moi, ils n'avoient pu, sans obreption & subreption, solliciter & obtenir des ordres pour me priver de ma liberté, & qu'en outre ils ne m'avoient jamais signifié ces ordres après les avoir surpris. Je vais maintenant développer des

nullités d'un autre genre ; je vais mettre sous les yeux de mes Juges des excès qu'il faut voir pour y croire.

En effet , suivant notre constitution , il faut , pour ravir la liberté à un Citoyen , être bien fondé en titre ; il ne suffit pas encore d'être bien fondé en titre , il faut en outre le concours de l'autorité qui ordonne , & celui des Ministres que la loi charge seuls de l'exécution des décrets de cette autorité. Mais cette marche est trop lente pour satisfaire la passion des Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie ; il leur paroît plus simple de s'affranchir de l'embarras des formes pour accélérer leurs opérations ; en conséquence , & comme s'ils fussent assurés d'avance de l'approbation du gouvernement , ils ne voient pas d'inconvénient à exercer leurs vexations en son nom , à son insçu , & sans sa participation ; ils ne craignent pas de supposer des ordres qui n'existent point , pour me tenailler , s'abreuver de mes larmes , & assouvir leur avarice des dernières gouttes de ma substance. Les sacrilèges ! ils osent même profaner l'autorité destinée à faire le bonheur des Colons , en se couvrant de son ombre pour commettre un affassinat moral ! Ministres & instrumens tout à la fois du crime , ils en ordonnent de leur propre mouvement & en consomment de leurs propres mains l'exécution !

On n'a pas perdu de vue que ce fut le 23 juin 1787 , que les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , obtinrent au Siège de cette ville une sentence qui me condamnoit à reprendre un transport que je leur avois fait sur Dupré , & en conséquence , par corps , à leur payer une somme de 12,783 liv. 4 s. 6 d. ; qu'en vertu de cette condamnation , évidemment conditionnelle , ils se permirent néanmoins d'agir comme si elle avoit été absolue & actuellement exécutoire , & qu'ils s'en firent en conséquence un titre , pour provoquer contre moi l'autorité du gouvernement ,

dont ils parvinrent à surprendre la religion le 26 novembre 1787. (1)

On se souvient aussi qu'ayant été prévenu du coup qui me menaçoit , & des projets que mes adversaires méditoient contre ma liberté , j'interjetai appel de la sentence, sur laquelle l'ordonnance du gouvernement étoit assise ; & que sur ma requête en relief, j'obtins, le 15 février 1788, arrêt portant défenses de passer outre à l'exécution de ce jugement , par conséquent des ordres qui en sont l'accessoire.

En consultant les principes généralement adoptés , il est certain que, du moment de la signification de l'arrêt de défenses , les ordres de rigueur décernés contre moi ont été anéantis avec la sentence qui leur servoit de fondement ; & qu'on n'a pas pu les faire revivre , sans intervertir la jurisprudence universelle de tous les tribunaux françois , quant à la restriction des peines & à l'extension des faveurs.

Dès que les ordres de rigueur décernés contre moi par le gouvernement, le 26 novembre 1787, ont été anéantis par l'arrêt du 15 février 1788 , il est constant qu'ils n'existoient plus , lorsqu'on les a invoqués le 24 mai suivant , pour me recommander en prison : ainsi , selon la maxime , *quod nullum est , nullum producit effectum* , ces ordres n'existant plus ne pouvoient donc pas désormais communiquer , aux mains chargées de les exécuter , l'action qu'ils avoient perdue ; il falloit donc nécessairement les régénérer.

Or , les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , n'ont jamais fait régénérer ces ordres de rigueur depuis leur anéantissement ; jamais ils ne leur ont fait donner une nouvelle existence , une nouvelle vertu coactive ; donc ils m'ont recommandé en prison

(1) J'ai vérifié la date des ordres de rigueur décernés contre moi, sur le livre même du gouvernement, dont on a bien voulu me donner communication.

sans titre & sans ordres ; donc cette recommandation est nulle , vexatoire , injurieuse au gouvernement même , par l'abus qu'on a fait de son nom , alarmante pour les citoyens , & outrageante pour les lois.

Cette recommandation est d'autant plus nulle , que les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , y ont joué , tout , à la fois le rôle d'acteurs & de satellites : on n'a qu'à jeter les yeux sur les registres de la geole pour s'en convaincre : on y cherche vainement la signature d'un officier public capable de sanctionner ma détention ; point d'huissier , point de sergent , point d'archer ne figure dans l'acte : j'y lis seulement *que je suis prisonnier par ordre du gouvernement , à la requête des Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , pour une somme de 12,783. l. 4 f. 6 d. ;* & voilà tout : de sorte que s'il eût plu à mes adversaires de désavouer les tortures qu'ils m'ont données , ils auroient eu la barbare satisfaction de jouir de mon supplice , sans être tenus d'en répondre ; ils auroient causé mes tourmens , l'épuisement de ma fortune , & la ruine totale de mon crédit , sans autre ressource pour moi , que la garantie d'un geolier , hors d'état de réparer le tort qu'ils m'ont fait. Quel infame système , cent fois plus horrible que celui de Machiavel !

Ma recommandation à la geole de cette ville , faite sans titres ; sans ordres & sans assistance légale par les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , est donc le *nec plus ultra* de l'audace humaine ; le centre en un mot & le dernier terme tout à la fois de la corruption des mœurs.

§. III.

On vient de voir toutes les vexations que les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , se sont permises contre moi : on s'est convaincu de leur injustice au fond , & de la monstruosité de leur conduite dans la forme. Cherchons maintenant à connoître les motifs qui m'ont attiré tant de maux si peu mérités , & endurés

si long-temps. Comme on juge des causes par les effets , on pénétre les intentions par les actes. D'après cette règle je suis fondé à dire , que l'avarice & la cupidité de mes adversaires sont seules la source de mes malheurs.

La preuve de la vérité consignée dans cette proposition jaillit du seul exposé des faits. En effet , il suffit de savoir (& on le fait déjà) que , porteur d'une créance de 16,165 liv. 4 s. 6 d. de principal sur le Sieur Duverger & sur la succession Martin, j'avois proposé au Sieur Dupré, chargé des affaires de cette succession, de m'en procurer la rentrée. Cet agent , assez connu sur la place du Port-au-Prince pour n'avoir pas besoin de mes éloges , avoit cru pouvoir me rendre ce service, moyennant une commission de six pour cent & une gratification de dix portugaises , dont je lui avois assuré le paiement par deux billets particuliers , qu'il m'avoit fait souscrire à son profit. La loi étoit dure ; mais la nécessité étoit urgente : j'avois cédé aux circonstances , & remis en conséquence mes titres à Dupré sur son reçu.

Quelques jours après je fis avec les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , l'affaire qui a donné naissance à ce procès , & je leur transportai en paiement le reçu de Dupré , avec autorisation de recevoir de lui le net produit de ma créance.

Tout le monde connoît les liaisons secrètes d'un certain genre d'affaires qu'il y a entre ces négocians & Dupré ; ainsi on ne sera pas étonné des refforts qu'ils ont mis en œuvre pour obtenir de moi , en paiement de la somme de 12,783 liv. que je leur devois , la totalité de ma créance , qui s'élevoit alors , en principal & accessoires , à environ 22,000 liv.

D'abord, pour garantir le paiement des deux billets usuraires que Dupré avoit exigé de moi , en considération de ses bons offices , les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , eurent l'attention de se faire autoriser , par mon transport consigné au dos même de la reconnaissance de cet agent , à lui payer ces deux effets

effets sur le recouvrement de l'actif, dont il devoit leur compter les fonds. Il est évident, d'après cette précaution, qu'ils ne songeoient pas, à cette époque, à me remettre cette reconnoissance. Quoi qu'il en soit, l'obligation qu'ils m'imposèrent, par notre contrat, de reprendre mon transport, dans le cas où ils ne seroient pas payés de Dupré dans six mois, m'a convaincu, par l'événement, qu'ils étendoient leurs vues plus loin que moi : en effet, ils ont resté dans une inaction absolue pendant tout le délai convenu ; & à peine le terme est-il expiré, qu'ils m'ont fait assigner à reprendre mon mandat, & à les payer. Il y a plus ; pendant que d'un côté ils me poursuivoient à outrance pour leur paiement, de l'autre ils faisoient défenses à Dupré de se dessaisir de mes titres, & m'ôtoient par-là le seul moyen que j'eusse de les satisfaire, ajoutant à leurs procédés les menaces les plus dures, & les injures les plus humiliantes.

On juge bien que je souhaitois de terminer avec eux, à quelque prix que ce fût. Je leur offris en conséquence des marchandises de défaite courante qu'un ami m'avançoit, à défaut d'un comptant que je n'avois pas : mais comme ils étoient bien moins empressés de recevoir les 12,783 liv. que je leur devois, que, jaloux de conserver un prétexte de me vexer pour me réduire à souscrire sans réserve à leurs desirs, ils rejetèrent toutes mes propositions.

Dans ces entrefaites, le Sieur Dupré, comme un limier de réserve, est lancé sourdement après la victime, pour achever de l'immoler. Je le vois donc un jour arriver chez moi ; il m'aborde avec l'air d'un tartufe, qui pleure sur les malheurs de ses semblables, dont il suce en secret le sang, affectant toutes les apparences d'un vif intérêt à mon embarras, & finissant par m'offrir ses services pour me mettre à même de terminer avec les Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie.

Je lui réponds avec empressement, que c'étoit-là l'objet de

mes vœux & de tous mes efforts , & je lui demande avec inquiétude de quelle manière il veut bien m'aider en cette occasion.

Alors reprenant la parole d'un ton suffisant & sententieux , appuyant sur-tout sur la rareté des espèces , & me faisant un tableau alarmant de l'état de la succession Martin , il m'offre (pour m'obliger , bien entendu) de m'acheter l'actif que j'ai sur elle.

Volontiers , lui répliquai-je ; je vais vous le vendre : combien voulez-vous m'en donner ?

Je vous ferai , me répond-il gravement , les avantages que j'ai faits à plusieurs autres créanciers de cette succession . . . mais c'est du comptant. . . . Encore , quels sont ces avantages ?

Il faut que vous fassiez le sacrifice de cinquante pour cent , & l'affaire

L'impatience m'échappe à ces mots ; & sans lui donner le temps de finir , je lui dis : Et mes deux billets seront-ils aussi compris dans le sacrifice ?

Sans doute , me répond-il d'un ton de dignité ; ces deux billets sont le prix du service que je vous rends , comme nous en sommes convenus.

L'indignation faisoit des progrès rapides dans mon ame : le Sieur Dupré s'en aperçut à la rougeur de mon visage ; & il jugea à propos de se retirer , sans attendre une solution de ma part. (1)

Le sentiment de l'humiliation ne pardonne jamais ; aussi dès ce moment les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , n'écouterent-ils que le désir de la vengeance , dont ils m'ont si cruelle-

(1) Ma mémoire ne me retrace pas exactement la manière dont se termina cette entrevue. Tout ce dont je me rappelle fort bien , c'est que le Sieur Dupré partit comme un éclair de ma chambre , où il oublia son chapeau , que je lui renvoyai par mon nègre.

ment fait sentir les effets. De-là le mépris qu'ils ont fait par la fuite, & sur-tout pendant ma captivité, de toutes les soumissions que la douleur m'a arrachées, de tous les sacrifices que je leur ai proposés, soit par la bouche de mes amis, soit par des lettres écrites à des tiers, dont ils voudroient aujourd'hui se faire un titre contre moi.

L'anecdote que je viens de rapporter n'est pas controuvée pour le plaisir de nuire ; elle est véritable, & j'ai intérêt de la faire connoître. Je m'attends bien cependant que les Sieurs Daubagna & Dupré vont crier à la calomnie ; mais, pour leur imposer silence, voici comme j'argumente avec eux :

Quand une fois on s'est permis un crime, il n'y a point d'injure à présumer celui qui l'a commis, capable d'un second du même genre. *Qui semel malus, semper præsumitur malus in eodem genere mali.*

Or, dans mon cas, les Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie, ont servi l'usure du Sieur Dupré, en se faisant autoriser, par le transport que je leur ai consenti, à payer à cet agent, sur les sommes qu'il devoit leur compter pour moi, le montant des deux billets qu'il m'avoit fait souscrire à son profit. Ils ont par-là participé au délit ; & assurément il n'y a pas plus de déshonneur pour eux à m'avoir fait proposer de perdre cinquante pour cent sur une créance solide, dont ils s'étoient vraisemblablement remplis par leurs mains, qu'à se faire autoriser à acquitter à mon préjudice deux obligations arrachées par l'usure. Deux conséquences résultent de ce fait : la première, qu'ils étoient d'intelligence avec Dupré ; la seconde, qu'ils avoient bien entendu faire leur propre affaire de ma délégation. Cette double vérité est démontrée, & par le soin qu'ils ont eu d'exiger mon autorisation pour payer Dupré, & par la précaution avec laquelle ils se sont obstinés à garder & à cacher mon transport, sur le dos duquel est la men-

don expresse de mes deux billets. Voilà pourquoi ils ont tant résisté à me remettre cette pièce. Qu'ils la représentent ; elle est dans leurs mains, leur reconnoissance en fait foi ; & on jugera, en la voyant, qui d'eux ou de moi mérite quelque confiance en cette occasion.

Quant à Dupré , que deviendront , à la vue de cette pièce fatale , les dénégations formelles qu'il a faites de l'existence du billet de dix portugaises en sa faveur ? Il a dit cependant , & écrit en première instance , que ce billet étoit l'ouvrage de mon imagination ; que ma réclamation à cet effet n'étoit autre chose qu'une méchanceté de ma part : *qui male agit , odit lucem*. Qu'on produise, encore un coup, sa reconnoissance revêtue de mon transport ; c'est-là le seul moyen de déterminer les opinions sur notre compte respectif.

§. I V.

D'après tout ce qu'on vient de lire ; d'après toutes les horreurs-prouvées que j'ai souffertes de la part des Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , quelle idée peut-on concevoir de la sentence du 28 juillet dernier , qui a rejeté mes demandes contre eux avec dépens ? mais hâtons-nous de prouver combien elle me fait grief, combien elle est erronée dans ses motifs , tant en la forme qu'au fond.

1^o. Les parties sont renvoyées par le premier juge à un pré-compte entr'elles : *Vu* , dit-il , *la sentence du 23 juin 1787 , confirmée par l'arrêt du 2 mai 1788 , qui me condamne par corps à payer aux Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , avec intérêts & dépens, la somme de 12,783 liv. 4 s. 3 d. ; & attendu la reconnoissance des Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , en date du 19 janvier dernier , de laquelle il appert qu'ils ont retenu dans leurs mains mon titre de créance, &c.*

2°. Je suis déclaré non recevable dans ma demande en nullité de mon emprisonnement , & en dommages & intérêts : *Vu* , porte la sentence , *mes lettres en date des 25 décembre , 7 , 12 & 15 janvier derniers , & notamment le consentement par eux donné à l'effet de ma sortie de prison , & sur le tout , je suis en outre condamné aux dépens.*

Sur le premier chef de cette sentence je vois avec douleur , par les motifs qui ont déterminé le tribunal à renvoyer les parties à précompter entr'elles , qu'il semble s'être travaillé à se dissimuler à lui-même la vérité qui devoit lui servir de guide dans son jugement. En effet , les Juges avoient sous leurs yeux la sentence du 23 juin 1787 , puisqu'ils l'ont cotée dans le vu des pièces. Pourquoi donc est-elle tronquée dans le rapport ? Cette sentence ne dit point du tout ce qu'ils lui font dire ; je l'ai déjà assez bien démontré pour n'avoir pas besoin de revenir sur cet article. Je ne suis condamné par corps envers les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , qu'après l'événement d'une condition qui leur est imposée , & qu'ils n'ont pas remplie. J'ai d'ailleurs prouvé assez victorieusement que je ne leur dois rien , & que ce sont eux au contraire qui me doivent. Le motif de la sentence , sous ce rapport , est donc erroné ; & , par une conséquence du faux principe , la sentence au premier chef ne peut pas être juste.

Elle paroîtra bien moins juste encore par l'analyse du second motif qui a fait ordonner le précompte. En effet , le Siège donne en cette occasion au contrat qui lie les parties une extension qu'il n'a pas. Il regarde la reconnaissance des Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , comme une loi obligatoire pour moi , lorsqu'elle n'est qu'un titre qu'ils se font à eux-mêmes , & dont je me sers contre eux , au lieu d'y donner mon acquiescement. Quoi ! parce qu'il plaît aux Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , de dire qu'ils gardent mon titre de créancé , sur

lequel je ne leur ai donné qu'une délégation pour se payer de leur dû ; parce que , après m'avoir bien vexé , il leur plaît de se charger du recouvrement de cette créance pour m'en rendre compte quand elle sera rentrée , c'est-à-dire , lorsqu'ils le voudront bien , on en induit que je dois me soumettre à la condition qu'ils trouvent à propos de m'imposer ! Mais où donc a-t-on puisé ces principes ? La sentence du 28 juillet dernier est donc , encore un coup , quant au premier chef , assise sur une erreur ; & cette erreur est d'autant plus grande , que je suis condamné aux dépens , tandis que je suis créancier , même d'après l'événement du précompte ordonné : donc enfin mon appel est fondé.

La sentence du 28 juillet a bien plus mal jugé quant au second chef , c'est-à-dire , en me déclarant non recevable , sous le prétexte de quelques lettres qu'on prétend que j'ai écrites de ma prison , & sous celui du consentement donné par les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , à l'effet de mon élargissement : d'abord , je mets en fait que je n'ai pas écrit ces lettres aux Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie ; & , les eussé-je écrites , la prétendue fin de non recevoir que le Siège en fait résulter , s'évanouiroit devant la loi , *qui in carcerem quem detruisit ut aliquid ei extorqueret , quidquid ob hanc causam factum est nullius momenti est ; l. 22 , ff. quod met. caus.* En effet , la liberté est la condition la plus essentielle des conventions humaines : comme il n'y a pas de contrat sans consentement , il n'y a pas de consentement sans liberté. Il faut que l'acte soit le résultat de la seule volonté des parties , & non l'effet d'une impulsion étrangère ; en un mot , qu'il ne soit déterminé ni par la crainte , ni par la violence , qui arrachent ce qui doit toujours être librement accordé.

C'est pour cette raison qu'on ne regarde pas comme obligatoires les actes passés dans les prisons par les personnes qui y sont détenues. Denisart , au mot *prison* , nous cite à cet égard un arrêt

du 1^{er} juin 1714, qui a admis deux particuliers au bénéfice de restitution contre une transaction passée entre deux guichets. La transaction est pourtant l'acte le plus favorable de la vie civile ; mais on connoît tous les sacrifices dont l'homme est capable ; lorsqu'il s'agit de sa liberté , qui est le premier & le plus précieux de tous les biens ; & le but fondamental des lois est sur-tout de ramener les conventions aux principes de l'équité.

Si les lois & la jurisprudence , si la raison & l'équité se réunissent pour proscrire des actes , consentis dans la contrainte , même avec la solennité la plus éclatante , seroit-ce dans quelques lettres , écrites du fond d'un cachot , au sein des tourmens , trempées dans l'amertume & dans les larmes , qu'on pourroit trouver le consentement nécessaire pour la validité d'un contrat ? D'ailleurs , ne faut-il pas que le contrat soit réciproque ? ne faut-il pas qu'il soit accordé & accepté ? Or , ce double lien manque ici : donc , sous aucun rapport , ces lettres , en supposant qu'elles existassent , n'ont pu élever une fin de non recevoir contre ma demande en nullité de mon emprisonnement , & en dommages & intérêts.

J'arrive au second & principal motif , par lequel le Siège s'est déterminé à proscrire mes réclamations à cet égard. « Vu *notamment* , dit-il , les consentemens des Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , en date du 19 janvier dernier , » à l'effet de la sortie de prison de la Poupardière , nous » l'avons déclaré non recevable en ses demandes , fins & » conclusions. » N'admirez-vous pas , ô mes Concitoyens ! ce *notamment* ? Que signifie-t-il ? Apprenez-le par mon exemple. En voici l'explication :

« Mrs Daubagna , Trigant & Compagnie , ont le droit » de vous charger de fers au gré de leur avarice , de vous » torturer , de vous ruiner de fond en comble , de vous

» ravir toute espèce de crédit , & de vous réduire au défes-
 » poir autant & aussi long-temps que cela les amusera ;
 » & quand ils seront bien rassasiés de vos larmes , ou fatigués
 » par vos cris , ils pourront vous dire : *nous consentons que*
 » *vos tourmens finissent* ; & avec ces mots , *nous consentons* ,
 » vous devez vous trouver fort heureux. » *O tempora !*
ô mores ! Tel est , Lecteur , la sentence que je défère à la
 Cour : mais que l'erreur du premier juge ne vous alarme
 pas ; nous vivons sous un gouvernement juste ; nous sommes
 sous la garde d'un Tribunal supérieur que la vertu dirige , &
 qui apprendra , par une leçon salutaire , aux Sieurs Daubagna ,
 Trigrant & Compagnie , à respecter les droits de l'humanité ,
 qu'ils ont tous violés dans ma personne.

§. V.

Il auroit manqué quelque chose à mon infortune , si je
 n'avois pas eu encore à me plaindre d'un déni de justice
 de la part du ministère public en première instance ; j'ai ,
 comme on l'a vu , expressément requis sa jonction : je ne
 fais par quelle fatalité il n'a pas paru dans la sentence du
 28 juillet dernier. . . . Rien cependant n'intéresse plus ce
 ministère , que la liberté individuelle des sujets du Roi , que
 l'exécution des ordonnances qui nous régissent , & qui sont
 ici profanées avec scandale : rien n'intéresse plus ce ministère ,
 que le désordre résultant des coups d'autorité ; que l'audace
 sacrilège du crédit qui , par des surprises criminelles , abuse
 de la confiance du gouvernement , & se couvre , pour opprimer
 les Citoyens , du manteau du pouvoir destiné à les protéger :
 rien , en un mot , n'intéresse plus ce ministère , que les droits
 saints & sacrés de l'humanité , source de tout bien & de toute
 vertu , sans lesquels la société ne seroit qu'un repaire de bêtes
 féroces qui s'entre-dévorent.

Je

Je suis François, & je n'invoque pas l'autorité de lois étrangères. Pourquoi donc M. le Procureur du Roi a-t-il été sourd aux accens de ma douleur ? Pourquoi s'est-il tû lorsque je l'ai appelé à mon secours, & qu'il étoit obligé d'y venir ? Ah ! qu'il me pardonne des reproches amers que la douleur de la vérité m'arrache ! Il est cruel pour moi, sans doute, d'être obligé de dire que ce n'est qu'à son silence que je dois attribuer les plaintes que je suis aujourd'hui forcé de porter aux pieds de la Cour. Qui donc nous défendra contre l'oppression, si celui à qui la loi confie ce soin honorable & précieux nous abandonne ?

Terminons une discussion qui ne fait que prolonger le supplice de mon ame, & venons au dénouement. Un des préceptes consacrés par la loi de Dieu, & adopté par les lois des hommes, nous oblige à réparer le mal que nous faisons. Or, je vous le demande, Lecteurs ; quels titres n'ai-je pas à faire valoir contre les Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie ? Est-il un genre de peine capable d'expier les tourmens qu'ils m'ont fait si long-temps & si injustement souffrir ? est-il un prix qui puisse me dédommager du préjudice qu'ils m'ont causé dans ma fortune, dans mon crédit & dans mon honneur ? Je suis fondé à réclamer des dommages & intérêts ; & je suis modéré en réduisant ma demande, à cet égard, à 285,000 liv.

O vous que la Providence a appelé à gouverner les hommes, vous qui tenez dans vos mains la destinée de cette Colonie, daignez arrêter un moment vos regards sur le tableau que je viens de tracer ! Instruits par mon exemple, puissiez-vous désormais ne confier l'accès de votre sanctuaire qu'à des gardes fidèles, pour en écarter l'erreur & les surprises ! daignez quelquefois vous souvenir qu'un mot de vous (& ce mot est promptement échappé) peut ouvrir une source intarissable de larmes, ou vous

élever un monument éternel de bénédictions dans les cœurs des familles.

Et vous , généreux libérateur , illustre & zélé protecteur des droits de l'homme , vertueux Du Chillau , agréez ici l'hommage public de l'effusion de mon cœur ! que les infortunées victimes de l'oppression apprennent, en lisant ce mémoire, combien vous êtes précieux à l'humanité souffrante !

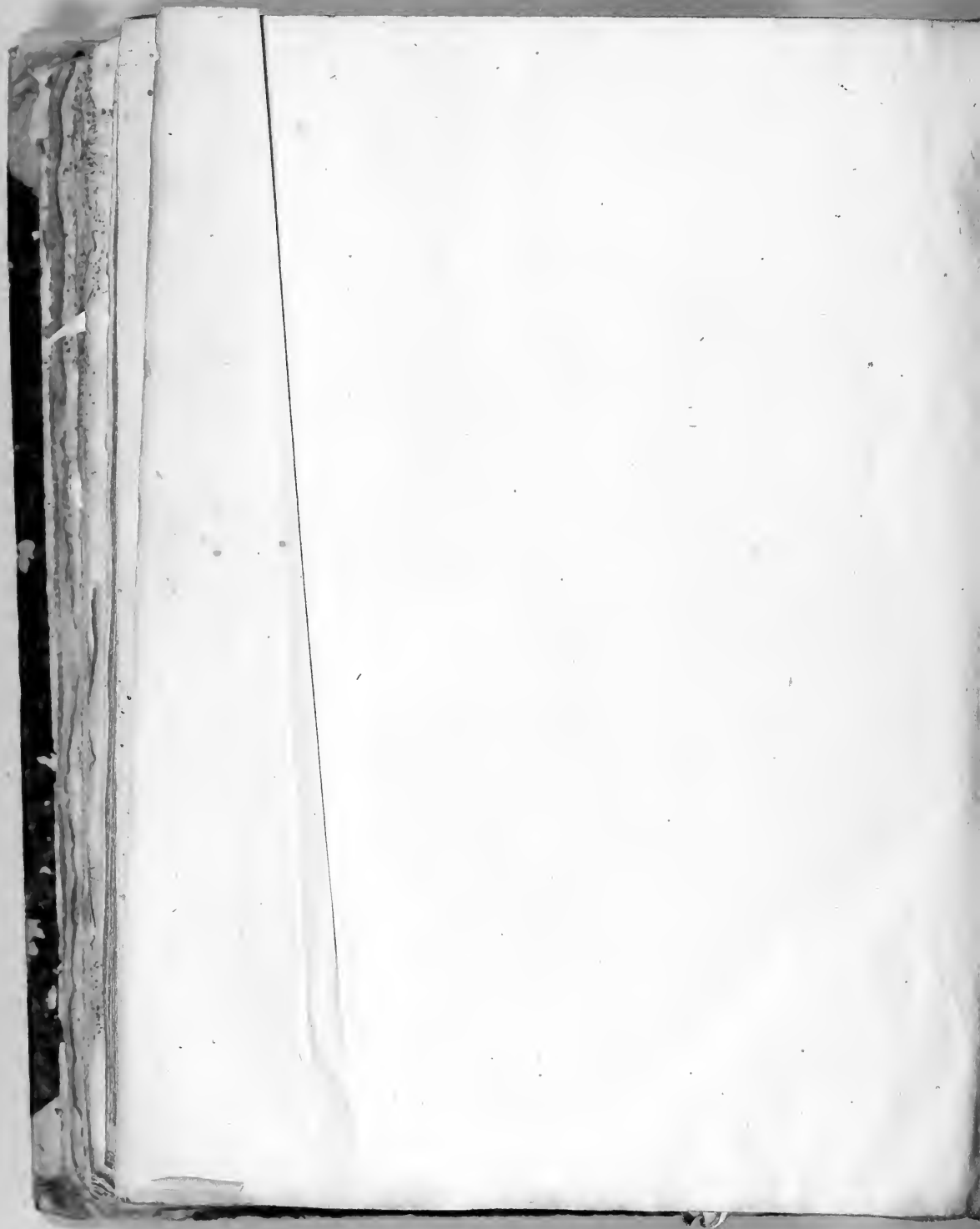
Signé , POUPARDIÈRE.

Vu , permis d'imprimer, Port-au-Prince , le 12 novembre 1789.

Signé , PROISY.

A U P O R T - A U - P R I N C E ,

[Chez BOURDON , Imprimeur du Roi & du Conseil Supérieur de Saint-Domingue.



E 127

76 10

1-100

X 1

